



PRÉFET DU GERS

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du Droit de l'Environnement
n° 32-2017-08-17-004

**Arrêté préfectoral
de mise en demeure pris à l'encontre de la société LE CLUB DES MARQUES
pour les installations de stockage d'armagnac qu'elle exploite au lieu-dit « Bordeneuve »
sur le territoire de la commune de Panjas**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5, L. 514-6 et R. 512-47 à R. 512-60 ;

Vu le décret du 8 novembre 2016 nommant M. Guy FITZER secrétaire général de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2016 portant délégation de signature à M. Guy FITZER, secrétaire général de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté ministériel n° DEVP1025930A du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation notamment sa section III ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 1975 autorisant la S.A.R.L IZARRA, Quai Bergeret à Bayonne, à exploiter un chai de vieillissement d'eaux-de vie dans la commune de Panjas ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant notifié à la S.A CLES des DUCS en date du 27 juillet 1990 ;

Vu le courrier préfectoral du 1^{er} décembre 2000 adressé à la S.A CLES des DUCS relatif à la prise d'acte de la demande d'antériorité, concernant le stockage d'armagnac d'un volume total de 1 700 m³, suite à la modification de la nomenclature des installations classées par le décret n° 99-1220 du 28 décembre 1999 créant notamment la rubrique 2250 sous laquelle sont répertoriés les stockages d'alcool de bouche ;

Vu le courrier préfectoral du 28 octobre 2016 adressé à la S.A.S LE CLUB DES MARQUES relatif à la prise d'acte du changement d'exploitant du site exploité au lieu-dit « Bordeneuve » à Panjas et de la demande d'antériorité, concernant le stockage d'armagnac d'un volume total de 1 251 m³, suite à la modification de la nomenclature des installations classées par le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 créant notamment la rubrique 4755 sous laquelle sont répertoriés les stockages d'alcool de bouche ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), du 7 juillet 2017, faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 6 juillet 2017, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 10 juillet 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées, par courrier en date du 26 juillet 2017, dans le délai qui lui était imparti ;

Vu l'avis de l'inspecteur de la DREAL, en date du 16 août 2017, faisant suite aux observations précitées ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 6 juillet 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- l'exploitant ne respectait pas certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 1975 portant sur les dispositifs de rétention des chais de stockage d'armagnac et sur l'absence de déclaration des modifications intervenues sur le site depuis la date de délivrance dudit arrêté ;
- le volume d'alcool stocké est de 1 600 m³ pour un volume autorisé de 1 251 m³,
- l'exploitant ne respectait pas les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel n° DEVP1025930A du 4 octobre 2010 portant sur la protection contre la foudre ;

Considérant que l'absence de déclaration des modifications des conditions d'exploitation du site est contraire à la prescription technique de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 1975 ;

Considérant que l'absence de dispositifs de rétention des chais de stockage d'armagnac permettant d'éviter tout écoulement de liquide en dehors des bâtiments est contraire à la prescription technique de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 1975 ;

Considérant que l'absence de réalisation d'une analyse du risque foudre des chais de stockage d'armagnac est contraire aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel n° DEVP1025930A du 4 octobre 2010 ;

Considérant que les non-conformités sus-décrites sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en termes de propagation de liquides inflammables dans l'environnement et de sécurité des tiers ;

Considérant que les observations formulées par l'exploitant, dans son courrier en date du 26 juillet 2017, ne sont pas suffisantes pour modifier le projet de mise en demeure qui lui a été notifié le 21 juillet 2017 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société S.A.S LE CLUB DES MARQUES de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 1975 et les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 applicables à l'activité de stockage d'alcool de bouche exploitée sur le site afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société S.A.S LE CLUB DES MARQUES, pour l'installation de stockage d'alcool de bouche (armagnac) qu'elle exploite au lieu-dit « Bordeneuve » à Panjas, est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes :

- mettre en place, pour chaque chai de stockage d'armagnac, un dispositif de rétention permettant d'éviter, en cas de rupture des récipients, l'écoulement de l'alcool en dehors des bâtiments en application des prescriptions techniques de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 1975,
- transmettre, au préfet du Gers, un porter-à-connaissance relatif aux modifications apportées au site en application des prescriptions techniques de l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 avril 1975. Une étude de dangers devra être intégrée dans ce document,
- faire réaliser par un organisme compétent une analyse du risque foudre en application des dispositions de l'article 18 de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En fonction des résultats de cette analyse, les dispositions des articles 19 à 21 de la section III dudit arrêté devront être mises en œuvre.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ci-dessus ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié à la société LE CLUB DES MARQUES et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de PAU, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :


1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

ARTICLE 5 :

Monsieur le secrétaire général du Gers, Monsieur le sous-préfet de Condom, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée au maire de la commune de Panjas pour information.

Fait à Auch, le **17 AOÛT 2017**
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général


Guy FITZER

The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of solutions of the system of equations (1) for arbitrary values of the parameters α and β . It is shown that the system (1) has solutions for arbitrary values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition

is satisfied. This condition is satisfied for all values of the parameters α and β if and only if the condition